

## Sur le rôle des institutions pour le développement économique : revue de littérature et faits stylisés

### On the role of institutions for economic development: literature review and stylized facts

Ouiem OUAHHABI

*Faculté des Sciences Juridiques Économiques et Sociales Agdal, Université Mohammed V- Rabat, Maroc.*

Lahboub ZOUIRI

*Faculté des Sciences Juridiques Économiques et Sociales Agdal, Université Mohammed V- Rabat, Maroc.*

---

**Résumé.** L'objectif principal de l'étude est d'évaluer, la validité des thèses institutionnelles, géographiques, culturelles et de l'ignorance dans l'explication des énormes inégalités mondiales, à partir de faits stylisés. L'analyse s'appuie sur l'examen rigoureux de quatre cas d'étude emblématiques : la Corée du Sud et la Corée du Nord, le Chili, le Botswana et la colonisation européenne. Les résultats invalident les hypothèses géographiques, culturelles et de l'ignorance et mettent en évidence la supériorité de la thèse institutionnelle. Ils concluent que la prospérité économique est déterminée fondamentalement par la qualité des institutions. Par ailleurs, ce choix institutionnel est la combinaison de plusieurs éléments, les plus prépondérants sont l'héritage colonial, la nature des institutions précoloniales et post-coloniales ainsi que les incitations et intérêts des élites. De même, la transition des sociétés des institutions extractives vers des institutions inclusives est toujours possible. Cependant, cela nécessite une grande volonté politique des acteurs. Enfin, nous pouvons avancer que les institutions inclusives sont une condition nécessaire et préalable au succès des politiques économiques.

**Mots clés :** *Nouvelle économie institutionnelle, Institutions inclusives, Institutions extractives, Développement économique, Géographie, Culture, Ignorance, Revue de littérature, Faits stylisés.*

**Abstract.** The main objective of this study is to evaluate, the validity of the institutional, geographical, cultural, and ignorance theories in explaining enormous global inequalities, using stylized facts. The analysis is based on a rigorous examination of four emblematic case studies: South Korea and North Korea, Chile, Botswana, and European colonization. The results invalidate the geographical, cultural, and ignorance assumptions and highlight the superiority of the institutional thesis. They conclude that economic prosperity is fundamentally determined by the quality of institutions. Furthermore, this institutional choice is a combination of several elements, the most prominent being the colonial legacy, the nature of pre-colonial and post-colonial institutions, and the incentives and interests of elites. Similarly, the transition of societies from extractive to inclusive institutions is always possible. However, this requires strong political will from stakeholders. Finally, we can argue that inclusive institutions are a necessary and prerequisite for the success of economic policies.

**Keywords:** *New institutional economics, Inclusive institutions, Extractive institutions, Economic development, Geography, Culture, Ignorance, Literature review, Stylized facts.*

---

### 1. Introduction

Le débat sur les raisons profondes des inégalités de revenu mondiales n'est ni récent, ni circonscrit aux économistes. Cette thématique a toujours interpellé outre les économistes, les historiens, les

sociologues, les philosophes et mêmes les politologues. Comprendre l'origine de ces écarts est devenue une priorité à la fois économique et politique, tant les conséquences sont profondes.

Les modèles traditionnels de la croissance économique issus de la théorie néoclassique du développement, ont initialement mis l'accent sur l'accumulation du capital physique et humain. Vers la fin du XXe siècle, les théories de la croissance endogène ont souligné l'importance du progrès technologique comme moteur de la croissance économique. Toutefois, les échecs des programmes d'ajustement structurels, les grands changements institutionnels du monde capitaliste et les transformations socialistes ont montré les limites de ces modèles qui proposaient des déterminants immédiats. Par conséquent, il s'est avéré qu'ils sont insuffisants pour expliquer les différences de trajectoire de développement économique entre les pays.

Quatre théories principales ont émergé en plaçant au centre du débat les déterminants profonds - structurels - du développement économique, à savoir: la théorie institutionnelle, la théorie géographique, la théorie culturelle et la théorie de l'ignorance.

La première suppose que le développement économique dépend en grande partie des institutions qui régissent les interactions humaines, et déterminent par suite les comportements économiques. Cette théorie est étroitement liée aux travaux qui ont suivi Douglass North, en particulier par les auteurs contemporains comme Daron Acemoglu, Simon Johnson et James Robinson.

La deuxième accorde à la géographie un rôle central en marquant qu'elle détermine en grande partie le climat et les dotations en ressources naturelles. Elle influence également des facteurs clés tels que la morbidité, les coûts de transport ainsi que la diffusion des technologies. Par conséquent, elle a un effet important sur la productivité agricole et les performances économiques des pays. Parmi les travaux les plus intéressants figurent ceux de Charles-Louis Montesquieu, Jared Diamond et Jeffrey D. Sachs.

La troisième postule que les disparités de revenus mondiales découlent fondamentalement de la divergence des systèmes de valeurs, des normes éthiques et des croyances religieuses. Les fondements de cette thèse remontent aux idées de Max Weber.

La quatrième suppose que les écarts de richesses proviennent essentiellement d'un déficit de connaissances techniques et d'une mauvaise compréhension des mécanismes de la croissance économique par les élites politiques. Les partisans de cette théorie s'inscrivent dans la lignée de Lionel Robbins.

Les travaux de recherche convergent vers un consensus empirique croissant quant à la primauté de la thèse institutionnelle face aux autres thèses, notamment à partir de l'émergence de la nouvelle économie institutionnelle.

Pour tester la validité des hypothèses avancées par ces thèses, de nombreux travaux ont mobilisé des approches économétriques. La difficulté que rencontrent les chercheurs est de trouver des variables instrumentales robustes pour aboutir à des résultats consistants.

Ce travail s'inscrit dans une autre méthodologie de recherche pertinente, moins abondante, et qui répond à la même finalité des études économétriques. Il s'agit de produire des faits stylisés c'est-à-dire des régularités empiriques extraites de cas concrets et historiques. Acemoglu, Johnson et Robinson recourent souvent à ces faits dans leurs publications sur le rôle des institutions, qu'ils trouvent indispensables pour valider et compléter les théories ainsi que leurs résultats économétriques. Ils les qualifient comme des expériences naturelles car ils ressemblent à des expériences scientifiques où tous les facteurs restent identiques ; *ceteris paribus* ; sauf un seul. Ils permettent de satisfaire la condition d'exclusion en isolant l'impact d'un déterminant sur les autres.

Le gap de recherche réside dans le passage d'une validation quantitative souvent critiquée en raison des limites économétriques (problèmes liés aux instruments, à la causalité inverse, au biais d'endogénéité pour les données de panel, etc.), vers une validation rigoureuse par des faits stylisés. L'originalité de l'étude tient de cette orientation méthodologique qui rassemble plusieurs cas marquants (la Corée du Sud et la Corée du Nord, le Chili, le Botswana et l'expérience naturelle). Pour se faire, nous procédons à un arbitrage systématique entre les quatre thèses majeures (institutionnelle, géographique, culturelle et d'ignorance), offrant ainsi une évaluation comparative des déterminants profonds du développement économique. L'article renforce également la pertinence de la thèse institutionnelle par une actualisation empirique récente, appuyée sur des données de 2024.

C'est dans ce cadre que nous pouvons formuler la problématique de cette présente étude qui est la suivante : dans quelle mesure les faits stylisés permettent de prouver la supériorité de l'hypothèse institutionnelle sur les autres hypothèses géographiques, culturelles et de l'ignorance ?

Le document adopte une approche hybride, qui articule une revue de littérature et une analyse empirique fondée sur des faits stylisés. Il est structuré comme suit. Dans un premier temps, nous passons en revue les principales théories explicatives des origines des inégalités mondiales. En deuxième lieu, nous examinons les faits stylisés à partir de l'analyse d'expériences nationales, puis de grande envergure. Enfin, nous dégagons les conclusions de cette étude.

## **2. Revue de littérature théorique et empirique**

### **a. Thèse institutionnelle**

Les défenseurs de cette thèse reconnaissant le rôle fondamental des institutions dans l'analyse des trajectoires de développement économique.

Déjà au XIV<sup>e</sup> siècle, Ibn Khaldûn était un institutionnaliste avant l'heure. Il a mis en évidence le rôle crucial des institutions pour le développement économique, dans une époque où l'analyse des conditions du développement économique était dominée par une orientation economiciste, qui privilégie les facteurs économiques comme clés du développement économique (Ibn Khaldûn, 1968 ; El Aoufi, 2012).

Il était le premier à analyser rigoureusement les causes du déclin du développement économique dans le monde arabo-musulman ; qu'il trouve comme le cas le plus marquant pour défendre sa vision institutionnelle. Il explique que le retard de l'expansion économique de ces économies au-delà du XII<sup>e</sup> siècle ; en comparaison avec le modèle de développement occidental ; revient pour une grande partie à un processus de rigidification institutionnelle. Son objet principal dans Al-Muqaddima est de forger ; pour les pays arabo-musulmans ; un modèle institutionnel stable basé sur les principes de la politique rationnelle « *siyâssa 'aqliya* » c'est-à-dire un gouvernement par les règles de la raison dans laquelle la société est régie de manière efficace en protégeant les intérêts économiques et en maintenant l'ordre social.

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, l'ancienne économie institutionnelle a influencé considérablement le monde académique notamment aux USA, et au moment du New Deal. Ses adeptes étaient à l'encontre du courant libéral. Ils ont mis l'accent sur la nécessité d'une régulation étatique et d'une organisation du marché fondée sur des principes de droit pour garantir un ordre à la fois efficace et juste. Ils ont privilégié une méthode inductive et ont expliqué l'émergence et l'évolution des institutions par le contexte historique et social. Nous citons à cet égard les figures de proue comme Gustav Von Schmoller, Thorstein Veblen, Walton Hale Hamilton, John Roger Commons, Karl Polanyi, Carl Menger, etc.

Nonobstant la pertinence des pensées institutionnelles d'Ibn Khaldûn et de l'ancienne économie institutionnelle, leur développement était basé sur des descriptions et des faits historiques et souffraient d'une absence d'ancrage théorique. C'est dans ce contexte que la nouvelle économie institutionnelle est apparue, vers la fin des années 1980 et le début des années 1990. Une rupture majeure s'est opérée avec l'émergence de ce nouvel courant qui a permis une endogénéisation des institutions au sein des modèles de croissance économique c'est-à-dire une théorisation du rôle des institutions pour l'économie.

Sous l'impulsion des travaux de Douglass North et de la diversité des bases de données institutionnelles après les années 1990, les travaux académiques sur la relation entre les institutions et le développement économique ont connu un essor sans précédent. Depuis, les institutions internationales - tels la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International -ont inscrit les réformes institutionnelles au rang des priorités au sein de leur agendas de recherche sur le développement économique.

North (1994) a trouvé que les institutions sont les déterminants fondamentaux des performances économiques à long terme. Il a cherché à comprendre l'origine des institutions, le changement institutionnel, et les raisons de persistance des institutions défavorables au développement économique.

Il accorde à l'histoire un rôle central dans la formation et l'évolution des institutions. Par conséquent, la compréhension des raisons d'inefficacité des institutions ne peut faire abstraction à l'histoire. Dans ce sillage, il critique les modèles néoclassiques d'être incomplets car ils ne prennent pas en compte l'incertitude, l'asymétrie d'information et l'histoire des institutions.

De même, selon l'auteur, l'existence des institutions inefficaces revient à trois facteurs essentiels. D'abord, les institutions peuvent persister même si elles sont inefficaces, si elles servent les intérêts des élites. Ensuite, il insiste sur le fait que les institutions ne sont pas uniquement des règles formelles car elles sont enracinées dans les croyances collectives telles les idéologies et les traditions. Ce qui rend leur réforme délicate. Enfin, les agents économiques préfèrent l'équilibre existant, même s'il est inefficace du fait qu'ils ont des incertitudes sur les retombées du changement institutionnel. Ainsi, l'aversion au risque freine les réformes institutionnelles.

Les résultats de la pensée de North ont donné lieu à plusieurs prolongements d'auteurs éminents. Toutefois, bien qu'une analyse exhaustive de leurs contributions dépasse le cadre restreint de ce papier, nous ne saurions poursuivre cette analyse sans nous référer à l'approche institutionnelle de Daron Acemoglu, Simon Johnson et James A. Robinson. D'ailleurs, ils ont reçu le prix Nobel d'économie 2024 pour leurs travaux pionniers sur la formation des institutions et leur impact sur la prospérité économique des nations.

Leur approche s'articule sur deux points fondamentaux ; la distinction entre les institutions inclusives et extractives, et l'analyse de la manière dont l'histoire a façonné les trajectoires institutionnelles de façon différenciée à travers le monde.

Pour les auteurs, le moteur de la prospérité économique réside dans les institutions économiques inclusives qui protègent les droits de propriété, garantissent l'égalité des chances et encouragent l'investissement dans le capital humain et les nouvelles technologies. Ces structures sont indissociables d'institutions politiques inclusives, qui se caractérisent par une distribution pluraliste du pouvoir et une centralisation étatique suffisante pour assurer l'ordre et la loi.

À l'inverse, les institutions extractives forment un système synergique où le pouvoir politique est monopolisé par une élite restreinte qui structure l'économie pour détourner les ressources de la

majorité à son profit personnel. La richesse des nations dépend essentiellement de la capacité de leur cadre institutionnel à fournir des incitations à l'activité économique pour développer des institutions inclusives.

Les institutions extractives ne signifient pas qu'elles sont incompatibles avec la croissance économique. Les élites souhaitent également la réalisation d'une croissance économique, pour pouvoir extraire le maximum de richesses. Cependant, cette croissance n'est pas durable.

L'histoire a montré que la transition des sociétés des institutions extractives vers des institutions inclusives est difficile mais toujours possible. Ces transitions résultent de l'interaction entre les institutions existantes et des conjonctures critiques. Les auteurs utilisent le terme « *conjoncture critique* » pour désigner des événements majeurs qui perturbent l'équilibre politique et économique des pays. La peste noire du XIV<sup>e</sup> siècle, l'ouverture des routes commerciales atlantiques ou la révolution industrielle sont des exemples de conjonctures qui ont modifié radicalement la trajectoire de développement économique des nations (Acemoglu et al., 2001 et Acemoglu et Robinson, 2012).

La thèse institutionnelle demeure d'actualité et continue de susciter un intérêt grandissant au sein de la communauté scientifique (Mini et al., 2025 ; Acemoglu, 2025 ; Almeida et al., 2024 ; Kalkschmied, 2023 ; Kouadio et Gakpa, 2022 ; Afonso et al., 2021, etc.).

#### **b. Thèse géographique**

Les partisans de cette thèse soutiennent que les écarts de revenus importants entre les pays riches et les pays pauvres sont dus essentiellement à des différences géographiques. Ils supposent que les zones tropicales étaient plus pauvres que les zones tempérées. Ainsi, la pauvreté de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique Centrale et d'Asie du Sud revient principalement à leur situation géographique entre les tropiques du Cancer et du Capricorne, et la richesse des pays développés est causée grâce à leur latitude tempérée.

Déjà à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Montesquieu (1748) a associé la pauvreté des pays à des facteurs géographiques et climatiques. Il soutenait que les climats tropicaux engendraient chez les populations une tendance à la paresse et un manque de curiosité, ce qui nuisait à la productivité ainsi qu'à l'innovation, condamnant ainsi ces régions à la pauvreté. Il suggérait aussi que cette apathie naturelle facilitait l'instauration de gouvernements despotiques, établissant un lien direct entre la situation géographique tropicale et l'émergence de la dictature.

Sachs (2005) soutient, dans sa version moderne de la thèse géographique, que les maladies tropicales, particulièrement le paludisme, exerceraient un impact négatif majeur sur la santé et, par extension, sur la productivité de la main-d'œuvre. Aussi, il affirme que la nature des sols en zones tropicales ne permettrait pas d'atteindre une productivité agricole suffisante pour soutenir le développement.

En effet, il est vrai que les maladies tropicales ont causé une augmentation du taux de mortalité en Afrique, mais elles ne sont guère la raison de sa pauvreté. Au contraire, elles sont la conséquence de la pauvreté et de l'incapacité ou bien le refus du gouvernement de gérer le phénomène. A titre d'exemple, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre a investi massivement pour créer un système sanitaire efficace. L'amélioration de la santé et l'espérance de vie est une conséquence des réformes de politiques économiques et ne constituent pas une raison des performances économiques.

Par ailleurs, la faible productivité agricole observée dans les pays pauvres, notamment en Afrique subsaharienne, n'est pas due à la mauvaise qualité des sols tropicaux ou au climat. Le véritable

déterminant est la structure de la propriété des terres et les incitations créées par les gouvernements.

Une autre version géographique défendue par Diamond (1997) postule que les disparités de revenu dans le monde découlent des dotations historiques différenciées en espèces végétales et animales domesticables, donnant lieu à des avancées technologiques distinctes.

L'un des exemples qui contredisent cette hypothèse est les disparités de richesse contemporaines entre l'Espagne et le Pérou. La thèse de Diamond suggère que le Pérou aurait dû rattraper l'Espagne dès l'introduction des espèces domesticables eurasiatiques. Or, l'histoire révèle au contraire un creusement spectaculaire de l'écart de revenus aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Cette divergence massive s'explique par la diffusion inégale des innovations de la révolution industrielle - comme la vapeur, les chemins de fer et l'électricité- que l'Espagne a fini par intégrer, contrairement au Pérou où ces technologies ne se sont pas diffusées. Ce qui prouve que les disparités de revenus dépendent de la capacité des institutions à adopter le progrès technique plutôt que de la productivité agricole intrinsèque (Acemoglu et Robinson, 2012).

Un autre exemple concerne les inégalités entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. En effet, en 1532, le Pérou et le Mexique était plus riches qu'aux pays qui constituent actuellement les USA et le Canada. Lors de la révolution industrielle, l'Amérique du Nord est devenue plus prospère que l'Amérique du Sud, malgré que celle-ci dispose d'un avantage géographique. Cela s'explique par le fait que l'Amérique du Nord a adopté les innovations de la révolution industrielle et a déployé des infrastructures ferroviaires massives, alors que l'Amérique du Sud a stagné. Cette divergence survenue malgré des conditions géographiques initialement plus favorables au Sud, montre le rôle des institutions dans la diffusion des technologies et non des avantages biologiques ou climatiques (Acemoglu et Robinson, 2012).

Les partisans de la thèse géographique ont avancé des approches pertinentes, mais elles ne pourront pas être des explications convaincantes des inégalités mondiales. L'histoire est pleine d'exemples qui ont montré qu'il n'existe aucune relation durable entre les facteurs géographiques et la prospérité économique. Acemoglu et al. (2001) ; Engerman et Sokoloff (1997) ; Easterly et Levine (2003) ; Rodrik et al. (2002) confirment ces conclusions.

### **c. Thèse culturelle**

La deuxième thèse est l'hypothèse culturelle qui établit un lien important entre les facteurs culturels comme la religion, les croyances, les valeurs, l'éthique et la prospérité économique.

Elle remonte aux idées de Weber (1905) qui postule que l'éthique et les valeurs du protestantisme expliquent en grande partie l'essor de la société industrielle moderne en Europe occidentale. Elle attribue la pauvreté persistante de l'Afrique à un manque d'éthique de travail, à des croyances en la sorcellerie ou à une résistance aux technologies modernes.

Acemoglu et Robinson (2012) soutiennent que les facteurs culturels sont difficiles à changer, ont un effet important sur les institutions, mais n'expliquent pas les origines des inégalités mondiales.

En effet, l'Afrique subsaharienne était considérée il y a longtemps comme la région la plus pauvre au monde. Elle n'a pas pu profiter de l'innovation technologique, même avec la colonisation européenne. La raison est la présence d'institutions extractives qui entravent les incitations économiques. Dans le Royaume du Kongo, les citoyens évitaient d'investir dans des équipements productifs de peur que leurs surplus ne soient expropriés par le pouvoir politique dominant. En conséquence, le faible niveau de confiance sociale observé aujourd'hui chez certaines populations de l'Afrique subsaharienne ne provient pas d'une résistance culturelle, mais le résultat d'une

histoire institutionnelle marquée par l'esclavage et l'érosion systématique des droits humains et de propriété.

Pour répondre à la thèse de Max Weber, l'histoire a montré que la réussite d'une nation dépend d'autres facteurs que de son appartenance ethnique ou culturelle. Le protectionnisme n'est pas un prérequis au développement économique. La France a réalisé de bonnes performances économiques au XIX<sup>e</sup> siècle, bien qu'elle soit majoritairement catholique. Aussi, des pays de l'Asie de l'Est comme le Japon, la Corée du Sud, le Singapour et le Taiwan ont des trajectoires de croissance impressionnantes sans être protectionnistes.

A cet égard, Acemoglu et Robinson (2012) réfutent l'idée que l'Islam soit le facteur déterminant de la pauvreté au Moyen-Orient, qualifiant le lien entre religion et sous-développement de fallacieux. Ils soutiennent que la stagnation économique de la région est le produit d'un héritage institutionnel extractif profond, façonné d'abord par la domination de l'Empire ottoman, puis par les colonisations française et britannique qui ont entravé le développement économique.

Pour démontrer que la culture n'est pas un obstacle immuable, les auteurs mettent en avant l'exemple de l'Égypte sous Muhammad Ali (1805-1848). En s'affranchissant temporairement de la tutelle ottomane et européenne, l'Égypte a connu une transformation économique et une modernisation rapide de sa bureaucratie et de son industrie. Ce succès – qui a pris suite au décès de Muhammad Ali – prouve que la trajectoire économique d'une nation dépend de sa capacité à transformer ses institutions politiques lors des conjonctures critiques, et non de ses prédispositions religieuses.

Une autre version de l'hypothèse culturelle attribue la prospérité économique à une ascendance européenne. Il est vrai que l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, qui sont constitués principalement par des européens, sont parmi les pays les plus riches du monde, mais cela ne valide pas l'hypothèse culturelle.

Si cela est juste, l'Argentine et l'Uruguay devraient être plus riches que les États-Unis et le Canada, car leurs populations possèdent une proportion d'habitants d'origine européenne plus élevée. Aussi, des pays comme le Japon et le Singapour sont devenus prospères sans avoir d'héritage européen significatif.

Tout comme la thèse géographique, la thèse culturelle n'arrive pas à avancer des explications satisfaisantes pour analyser les origines des trajectoires de développement économique différents dans le monde.

#### **d. Thèse de l'ignorance**

La troisième thèse populaire qui explique la richesse des nations est l'hypothèse de l'ignorance qui suppose que les nations sont pauvres car leurs dirigeants méconnaissent les politiques économiques capables de réaliser la prospérité économique. Cette idée est défendue par les économistes qui suivent Lionel Robbins.

Le résultat théorique le plus célèbre est le théorème du bien-être qui identifie les conditions d'une allocation de ressources, socialement souhaitable d'un point de vue économique. Il y a des défaillances de marché lorsque les conditions du théorème ne sont pas vérifiées. Ainsi, plus ces défaillances sont ignorées, plus le pays s'appauvrit. Cette hypothèse suppose que les pays sont riches parce qu'ils réussissent à mettre en place des politiques économiques efficaces pour éliminer les défaillances de marché. Par ailleurs, la pauvreté des pays s'explique par leur ignorance des mécanismes permettant de corriger les défaillances de marché.

Acemoglu et Robinson (2012) ont examiné la validité de cette thèse en regardant des exemples de l'histoire.

En effet, après son indépendance le Ghana a lancé plusieurs projets industriels d'État irrationnels qui ont abouti au déclin des performances économiques. Ces échecs n'étaient pas dus à un manque de connaissances, puisque Nkrumah bénéficiait des conseils d'experts comme Tony Killick et du Prix Nobel Sir Arthur Lewis, qui avaient explicitement averti le gouvernement que ces politiques étaient mauvaises. En réalité, ces choix économiques désastreux étaient délibérés et servaient une stratégie politique pour maintenir un régime non démocratique. Ainsi, le cas ghanéen prouve que si l'ignorance était le seul obstacle, les dirigeants apprendraient rapidement les bonnes pratiques.

Un autre exemple concerne les trajectoires divergentes des États-Unis et du Mexique, à la fin du XIXe siècle. Les disparités de revenu entre ces deux nations ne résultent pas d'une différence de connaissances ou d'intentions chez leurs dirigeants. Le Mexique a choisi des institutions qui favorisent une élite restreinte, non par méconnaissance, mais parce qu'elles servaient de stratégie politique pour consolider son pouvoir. Au contraire, les USA ont mené des réformes inclusives. Ces choix s'expliquent par les contraintes institutionnelles spécifiques auxquelles chaque gouvernement était confronté.

La transition économique de la Chine, marquée par le passage de la pauvreté et la famine à une croissance accélérée, ne procède pas d'une meilleure compréhension technique des marchés ou de l'influence de conseillers éclairés, mais illustre l'échec de l'hypothèse de l'ignorance. Ce changement de trajectoire a été rendu possible par une révolution politique interne au Parti communiste, au cours de laquelle Deng Xiaoping et ses alliés ont triomphé de leurs adversaires pour réorienter radicalement la direction du régime. Les réformes économiques, notamment l'introduction d'incitations de marché dans l'agriculture puis l'industrie, sont apparues comme des conséquences directes de ce basculement politique et non comme le fruit d'une éducation économique soudaine des élites. C'est donc la redéfinition des intérêts des détenteurs du pouvoir qui a dicté la transformation institutionnelle chinoise, plutôt que de la simple expertise technique.

En définitive, cette logique se vérifie également dans de nombreuses nations africaines, où l'insécurité des droits de propriété est maintenue par des dirigeants qui privilégient leur enrichissement personnel et leur survie politique au détriment du bien-être général. Ainsi, l'hypothèse de l'ignorance s'avère incapable d'expliquer les origines des inégalités mondiales.

L'analyse des déterminants profonds du développement économique révèle une opposition fondamentale entre plusieurs paradigmes explicatifs. La thèse géographique se distingue par son caractère strictement exogène, liant la prospérité économique à des contraintes géographiques (climat, ressources, latitude) qui échappent au contrôle humain. Les trois autres thèses explorent des facteurs endogènes, mais divergent radicalement sur la raison principale explicative des inégalités mondiales. La thèse culturelle suggère que les systèmes de valeurs, les éthiques religieuses et les croyances sont perçus comme des héritages historiques profonds, difficiles à changer et déterminent principalement le développement économique. La thèse de l'ignorance impute la pauvreté des nations à un échec purement technique, dû à une méconnaissance des mécanismes de marché par les élites. La thèse institutionnelle souligne que le développement économique est déterminé principalement par les institutions inclusives. Elle soutient que le changement institutionnel dépend de plusieurs facteurs complexes, en l'occurrence une grande volonté politique. Certes les facteurs géographiques, culturels et de l'ignorance sont importants, mais ils ne constituent guère des raisons convaincantes des origines des inégalités mondiales. Les preuves empiriques sont multiples et soulignent clairement leurs limites, en indiquant que le déterminant principal est les institutions qui émanent des choix politiques. Le tableau 1 (Cf.

annexes) produit une lecture synthétique et comparative des quatre thèses majeures explicatives des inégalités mondiales.

### **3. Faits stylisés**

Pour montrer l'importance de la thèse institutionnelle et sa supériorité par rapport aux autres thèses ; nous nous appuyons sur une méthodologie fondée sur des faits stylisés. Nous avons choisi d'étudier les cas des deux Corées, du Chili, du Botswana. Puis, pour généraliser ces contextes, nous avons abordé une expérience naturelle de plus grande envergure, qui est la colonisation européenne.

Il faut mentionner que la sélection de ces cas d'étude répond à une double exigence méthodologique. D'abord, nous avons veillé à cibler des exemples pertinents qui permettent de satisfaire la condition d'exclusion c'est-à-dire les facteurs géographiques, culturels et d'ignorance restent constants, sauf la variable institutionnelle. Ainsi, en isolant l'impact des institutions sur les autres facteurs, ces cas permettent d'invalider les thèses géographiques, culturelles et d'ignorance et de confirmer la supériorité de la thèse institutionnelle. Ensuite, face à l'impossibilité de faire appel de manière exhaustive à l'ensemble des cas de réussite ou d'échec économique de l'histoire, le choix de ces exemples restreints se justifie par leur représentativité théorique et leur capacité à tester la robustesse des principales thèses explicatives des inégalités mondiales.

#### **a. Les deux Corées**

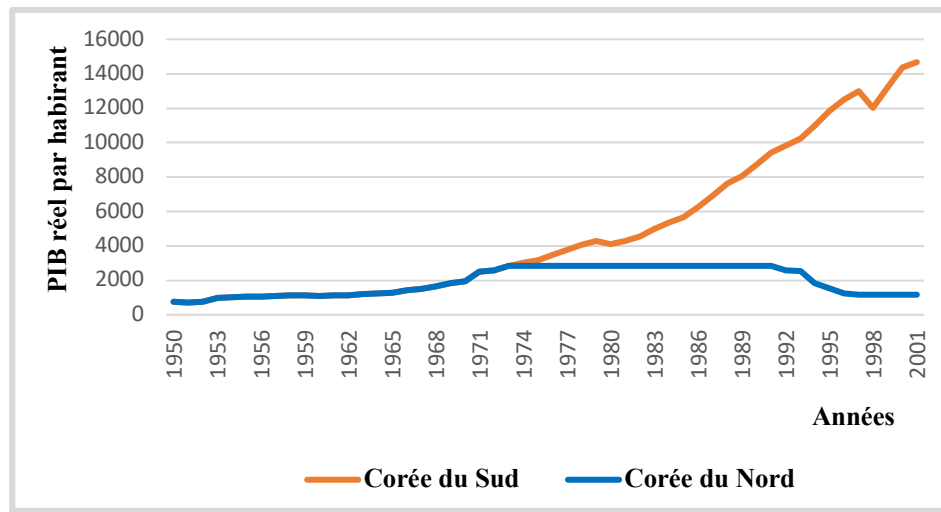
Il s'agit de montrer pourquoi la Corée du sud et la Corée du Nord, qui étaient avant la seconde guerre mondiale dans une même péninsule et partageaient une homogénéité culturelle, ethnique, linguistique et géographique pendant une longue période historique, ont aujourd'hui des trajectoires de développement économique différents (Acemoglu et Robinson, 2012).

Jusqu'à la fin des années 1945, la Corée du Sud et la Corée du Nord formait un seul État ; qui était la deuxième puissance industrielle asiatique après le Japon. Après 1945, la péninsule coréenne a été divisée au niveau du 38<sup>e</sup> parallèle en deux entités ; la Corée du Nord et la Corée du Sud. Elles choisissaient deux modèles économiques différents, sous l'influence de deux puissances mondiales à savoir l'Union soviétique et les États-Unis.

La figure 1 indique les différences de trajectoires de développement économique entre les deux Corées de 1950 à 2001.

De 1950 jusqu'à 1973, le niveau de revenu par habitant était approximativement le même dans les deux pays. A partir de 1974, les trajectoires de croissance économique des pays ont commencé à diverger. La Corée du Nord a connu une stagnation de son économie à des niveaux de développement comparables aux économies pauvres de l'Afrique subsaharienne. Tandis que la Corée du Sud a réalisé la croissance économique la plus rapide au monde durant cette deuxième période, ce qui lui value d'être surnommée le « *Tigre Asiatique* ». En 2000, elle est devenue officiellement membre de l'OCDE, rejoignant ainsi le rang des nations développées. A cette année, le revenu par habitant de la Corée du Sud était douze fois plus supérieur que celui de la Corée du Nord (Maddison, 2003).

**Figure 1 : Évolution du PIB réel par habitant en Corée du Sud et Corée du Nord (1950-2001)**



*Source : Élaborée par les auteurs, données de Maddison (2003)*

La Corée du Nord a adopté le modèle du socialisme soviétique, une structure qui a demeuré en vigueur bien après l'effondrement de l'Union soviétique. Alors que de nombreux pays ont réformé leur régime, cet État est resté ancré dans un système communiste rigide, qui se caractérise par l'abolition de la propriété privée et une économie planifiée par l'État. En conséquence, la destruction des incitations économiques a paralysé le développement économique, plaçant le pays au rang des nations les plus pauvres au monde.

A contrario, la Corée du Sud a opté pour un modèle économique inclusif, s'inscrivant dans la sphère d'influence américaine après avoir constaté les limites des politiques de substitution aux importations. Elle a ainsi instauré un régime de propriété privée et une économie de marché fondée sur les incitations individuelles. Cette transition structurelle a favorisé un décollage économique massif, transformant le pays en une grande puissance industrielle.

Il faut souligner qu'avant 1945, la péninsule constituait un cadre de comparaison idéal dans la mesure où elle présentait une homogénéité sur les plans ethnique, linguistique et culturel. Sur le plan géographique et climatique, les deux régions ont de grandes similitudes. Elles partagent un climat tempéré et un relief principalement montagneux bordé de plaines côtières. Bien que la Corée du Nord soit paradoxalement mieux dotée en ressources minérales - fer, cuivre, or -, les deux zones bénéficiaient d'un accès comparable aux marchés mondiaux.

Nous pouvons évoquer un autre point commun initial qui est l'industrialisation. Au moment de la séparation, la Corée du Nord disposait d'un avantage industriel et économique sur la Corée du Sud, ayant bénéficié d'investissements massifs durant la période coloniale japonaise. Cependant, malgré les avancées de la Corée du Nord, les estimations de l'époque indiquaient un revenu par habitant équivalent entre les deux régions. Ce constat renforce l'idée que le déclin ultérieur de la Corée du Nord n'est pas dû à un manque de ressources initiales, mais bien à l'inefficacité de ses institutions.

Cette identité de conditions initiales permet d'exclure la géographie, la culture et même l'ignorance des politiques économiques adéquates comme causes des disparités économiques actuelles, isolant ainsi le rôle déterminant des institutions.

La différence des choix institutionnels explique largement la divergence spectaculaire des trajectoires de prospérité économique observée entre le Nord et le Sud. Ellington et Ferrarini (2017) notent que tant que les institutions du Nord restent inchangées, le pays restera toujours condamné à la pauvreté et très loin du Sud.

#### **b. Le Chili**

Le Chili a connu des performances économiques différentes de ses voisins en Amérique Latine grâce à la solidité de son cadre institutionnel (Acemoglu et Robinson, 2012 ; Fernandez, 2012 ; Espinosa-Vega et Phillips, 2004 ; Corbo et al., 2005).

Il était considéré par la colonisation espagnole comme une colonie de frontière démunie et marquée par une pauvreté structurelle, avant de connaître une transformation radicale au XX<sup>e</sup> siècle. Depuis la fin des années 1980, l'économie chilienne s'est développée très rapidement. En deux décennies, elle s'est imposée comme l'économie la plus stable et la moins risquée d'Amérique latine, rejoignant l'OCDE en 2010.

L'analyse des déterminants de la trajectoire de développement économique du Chili fait ressortir encore une fois la supériorité de la thèse institutionnelle sur les autres thèses (Acemoglu et Robinson, 2012).

En effet, si la thèse géographique suppose que les régions tropicales sont pauvres et celles tempérées sont riches, le cas du Chili offre une réfutation historique majeure. En 1500, au moment de la conquête, les zones tropicales englobant des pays comme le Pérou ou la Bolivie avaient des civilisations sophistiquées et riches. Tandis que les pays situés en zones tempérées, comme le Chili, étaient habités par des sociétés dépourvues de technologies avancées. Aujourd'hui, la situation s'est radicalement inversée. Le Chili figure parmi les nations les plus prospères d'Amérique latine, devançant nettement le Pérou ou la Bolivie. Par conséquent, cette divergence ne peut s'expliquer par la géographie qui est restée constante.

Aussi, le cas chilien contredit l'hypothèse culturelle qui suppose que les sociétés « *ibériques*<sup>1</sup> » sont moins inclinées dans le travail, l'innovation et la démocratie que les sociétés anglo-saxonnes. Or, si ceci est vrai, les pays ayant le même héritage culturel devraient avoir le même niveau de développement économique. Le Chili est devenu beaucoup plus prospère que le Pérou ou la Bolivie, alors qu'ils partagent une langue, une religion et une histoire coloniale espagnole identiques. Par ailleurs, l'argument culturel qui lie la richesse des pays à une faible proportion des populations autochtones est jugé faux. La Colombie, tout comme le Chili, possède une population où la présence autochtone est relativement faible. Si cette hypothèse est validée, la Colombie devrait être aussi prospère que le Chili.

Si le sous-développement est lié à un manque de connaissances techniques, l'Argentine ou le Chili auraient dû converger tous les deux vers la prospérité économique ; étant donné qu'ils disposaient tous deux d'élites hautement éduquées et formées aux standards internationaux. Or en réalité, au moment où l'Argentine du milieu du XX<sup>e</sup> siècle sombrait dans l'instabilité malgré son expertise économique, le Chili s'est engagé dans une réforme institutionnelle. Ces faits constituent une remise en cause de la thèse de l'ignorance.

La singularité du modèle chilien, par rapport au pays de sa région, découle de ses institutions inclusives qui se sont développées grâce aux facteurs suivants : la négligence de la colonisation,

---

<sup>1</sup>Ce sont des sociétés héritées de l'Espagne et du Portugal.

la présence d'une centralisation politique efficace ainsi que la réalisation de progrès significatifs vers un pluralisme naissant (Acemoglu et Robinson, 2012).

Au moment de la conquête, le Chili ne possédait pas de grandes mines de métaux précieux, comme le Mexique ou le Pérou. De même, il était habité par peu d'habitants indigènes et des civilisations jugées moins avancées en comparaison aux civilisations *aztèque*, *maya* et *inca* situées au Mexique, Pérou et Bolivie. Ce manque de ressources minérales et la faible densité de la population indigène ont conduit le Chili à être négligé par les Espagnoles. Cette situation a permis au pays d'échapper à l'instauration des institutions extractives, dont l'héritage a entravé le développement économique de plusieurs pays de la région.

De même, le Chili est parmi les nations d'Amérique latine qui ont réussi à instaurer un État capable d'imposer l'ordre et la loi, et de fournir des services publics sur l'ensemble de son territoire. Cette capacité étatique -ou centralisation- est jugée indispensable pour sortir du chaos et soutenir l'activité économique. Elle contraste avec le cas de la Colombie, où l'absence d'autorité complète de l'État dans certaines régions permet à des groupes armés de contester le pouvoir central, rendant une croissance soutenue très improbable.

Parallèlement, des progrès importants ont été accomplis vers un pluralisme naissant, indiquant que le pouvoir politique s'est diffusé au-delà d'une élite étroite pour inclure une coalition plus large de la société. Ce pluralisme impose des contraintes au pouvoir exécutif, empêche l'exercice arbitraire de l'autorité et garantit que les institutions économiques ne soient pas structurées au seul profit d'une minorité.

En combinant cette capacité étatique centrale avec une distribution pluraliste du pouvoir, le Chili a jeté les bases d'institutions politiques inclusives. Selon Acemoglu et Robinson (2012), c'est cette combinaison unique qui permet de transformer une croissance temporaire en une prospérité durable, distinguant ainsi le Chili de nombreuses autres nations d'Amérique Latine encore piégées dans des cycles extractifs.

La figure 2 compare les performances économiques du Chili à celles d'un échantillon de pays d'Amérique Latine et d'économies avancées (2024), illustrant l'impact déterminant des institutions sur les disparités de revenus<sup>2</sup>.

Elle met en évidence une relation positive et significative entre la qualité des institutions et le développement économique, en accord avec les partisans de la thèse institutionnelle.

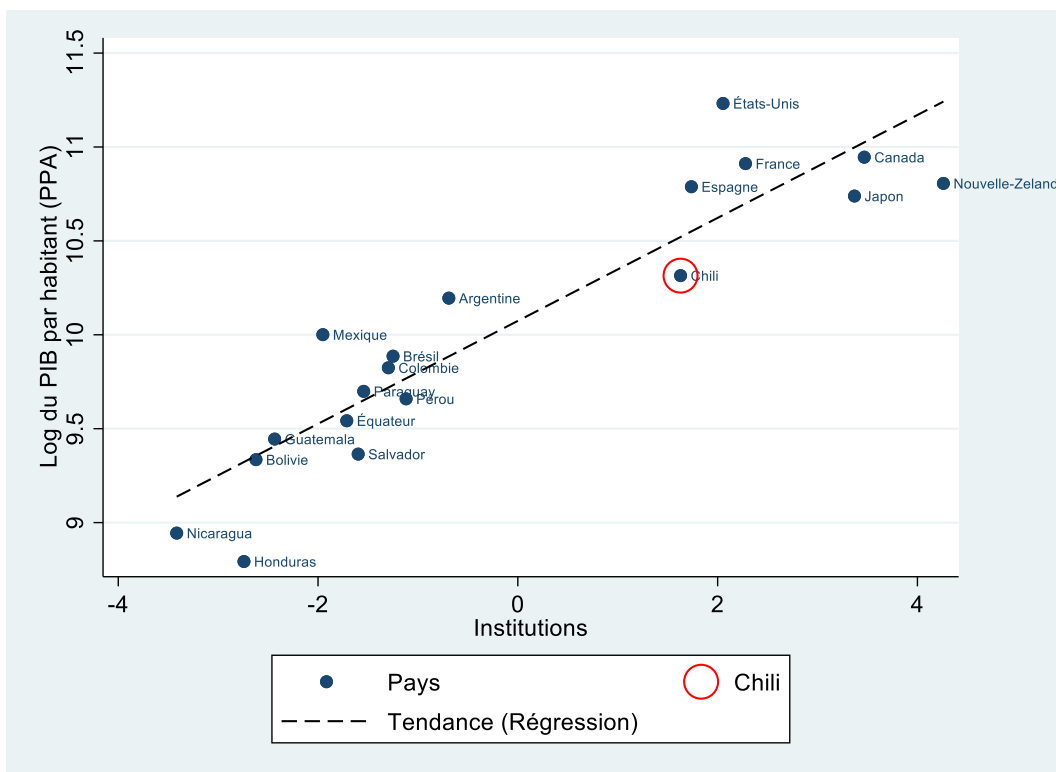
---

<sup>2</sup> A l'instar de Espinosa-Vega et Phillips (2004), le revenu par habitant est mesuré par le log du PIB réel par habitant en 2024. Alors que la qualité des institutions est représentée par la moyenne du score par ACP des six indicateurs de gouvernance mondiaux, au cours de la période 2019-2024. Le but est de tenir compte de la persistance des institutions qui évoluent lentement par rapport au revenu par habitant, en plus de la différence de volatilités entre les deux variables.

Les six indicateurs mondiaux de gouvernance (WGI) sont : voix citoyenne et responsabilité, Stabilité politique et absence de violence, efficacité des pouvoirs publics, Qualité de la réglementation, état de droit, et contrôle de la corruption.

L'échantillon considéré est composé des pays suivants : Argentine, Mexique, Brésil, Colombie, Paraguay, Pérou, Équateur, Guatemala, Salvador, Bolivie, Nicaragua, Honduras, Chili, Espagne, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis, France, Japon, Canada.

**Figure 2 : Institutions et développement économique : comparaison internationale du Chili (2024)**



Source : Élaborée par les auteurs, données de World Bank (2024a ; 2024b)

Alors que la plupart des pays d'Amérique Latine sont regroupés dans une zone institutionnelle intermédiaire, le Chili se distingue par un score nettement plus élevé, se rapprochant des standards des pays avancés. Son positionnement exceptionnel prouve que la trajectoire économique d'un pays dépend davantage de ses institutions que de son appartenance géographique ou culturelle.

Le miracle chilien nous enseigne également, que les réformes de politiques économiques (ouverture, libéralisation, etc) ne peuvent produire de bons résultats que si elles sont soutenues par des institutions solides qui garantissent la transparence et la stabilité. C'est ce qui a permis au Chili de transformer les chocs externes en opportunités de croissance, là où ses voisins ont subi des crises (Corbo et al., 2005). Cette conclusion a été confirmée aussi par les résultats de nombreux auteurs comme Easterly et Levine (2003) ; Acemoglu et al. (2003).

### c. Le Botswana

Le Botswana est souvent cité comme un modèle de réussite économique africaine, en raison de la qualité de ses institutions (Acemoglu et al., 2001 ; 2003 ; Mbabazi et Taylor, 2005 ; Robinson, 2009 ; Acemoglu et Robinson, 2012 ; Emmanuel, 2017).

Si dans plusieurs pays, l'abondance des ressources est considérée comme une malédiction, le cas botswanais a prouvé le contraire. Les richesses issues des ressources naturelles notamment le Diamant ont considérablement contribué dans la croissance économique. De même, le pays n'a pas enregistré des guerres civiles, ni des conflits majeurs pour le contrôle de ses ressources. Il a mis en œuvre des politiques économiques orthodoxes, qui ont permis une exploitation optimale et

une gestion prudente des ressources. Ces bons choix politiques n'auraient pu se pérenniser sans l'appui d'institutions inclusives, capables de garantir la sécurité des investissements et de réaliser une prospérité à long terme.

En effet, à son indépendance en 1966, le Botswana a démarré avec des conditions initiales extrêmement défavorables. Il était classé parmi les pays les plus pauvres du monde, dans la mesure où son budget était dépendant des transferts de fonds de la Grande-Bretagne. C'est un pays enclavé, majoritairement tropical et aride. Seulement 4 % des terres sont facilement cultivables et 84 % du pays est constitué du sable du Kalahari. De ce fait, l'économie rurale reposait essentiellement sur l'élevage de bétail. De même, il possédait une infrastructure quasi-inexistante et présentait un déficit critique en termes d'éducation et de capital humain. Il ne comptait que 12 kilomètres de routes pavées, 22 diplômés universitaires et 100 diplômés des études secondaires. Il n'y avait aucune université et seulement deux établissements secondaires. En outre, l'exploitation des ressources n'a eu lieu qu'après l'indépendance du fait que les colonisateurs ignoraient l'ampleur des richesses et le pays ne possédait aucune infrastructure pour les extraire (Acemoglu et al., 2003 ; Robinson, 2009).

L'état des lieux pénible du pays après son indépendance explique le manque d'intérêt des Britanniques qui considérait le pays comme un espace stratégique entre des puissances rivales -les États boers, l'Allemagne en Namibie, et les ambitions de Cecil Rhodes-. La préoccupation des colons était donc purement géopolitique. Il s'agissait de sécuriser la route vers le nord plutôt que d'exploiter les ressources locales. Par conséquent, l'investissement dans les infrastructures, l'éducation ou dans la construction d'un État autonome était jugé inutile et coûteux.

Le Botswana est composé de plusieurs tribus différentes, mais le groupe le plus influent est celui des « Tswana », dont la fonction principale est le commerce de bétail. Ces derniers sont si forts que les colonisateurs anglais les ont utilisées pour diriger le pays. Lors de l'expansion territoriale, des populations « non-Tswana » ont été intégrées sous la direction des dirigeants Tswana.

De 1966 à 1999, le pays a réalisé la croissance la plus rapide au monde, avec un taux annuel moyen de 10.7 %, alors que la moyenne mondiale ne s'élève qu'à 2.6% sur la même période. En 2004, il est devenu un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, après avoir été classé parmi les pays les plus pauvres au monde lors de son indépendance.

La figure 3 illustre la relation entre les institutions et le développement économique en 2024 pour 35 colonies britanniques dont le Botswana<sup>3</sup>. Le but est d'effectuer une comparaison entre les pays qui ont un héritage colonial commun -Grande Bretagne- pour isoler l'impact de la qualité des institutions sur le développement économique.

La figure indique une relation positive entre les variables, confirmant la thèse institutionnelle. Elle montre une grande dispersion des points représentant les colonies britanniques, indiquant que

---

<sup>3</sup> A l'instar de Seidler (2010), les pays sont sélectionnés selon les critères suivants : compter plus de 300 000 habitants en 1995, avoir connu un minimum de 50 ans de domination coloniale, l'indépendance devait avoir eu lieu avant 1980, la domination coloniale devait avoir commencé avant l'année 1900.

La liste des pays est : Australie, Bahamas, Bangladesh, Botswana, Belize, Barbade, Canada, Égypte, Fidji, Gambie, Ghana, Guyana, Hong Kong, Inde, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Malawi, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Maurice, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sierra Leone, Singapour, Îles Salomon, Afrique du Sud, Sri Lanka, Soudan, Trinité-et-Tobago, États-Unis, Ouganda, Zimbabwe, Zambie.

Comme dans la figure précédente, le revenu par habitant est mesuré par le log du PIB réel par habitant en 2024, la qualité des institutions est représentée par la moyenne du score des indicateurs de gouvernance mondiaux au cours de la période 2019-2024.

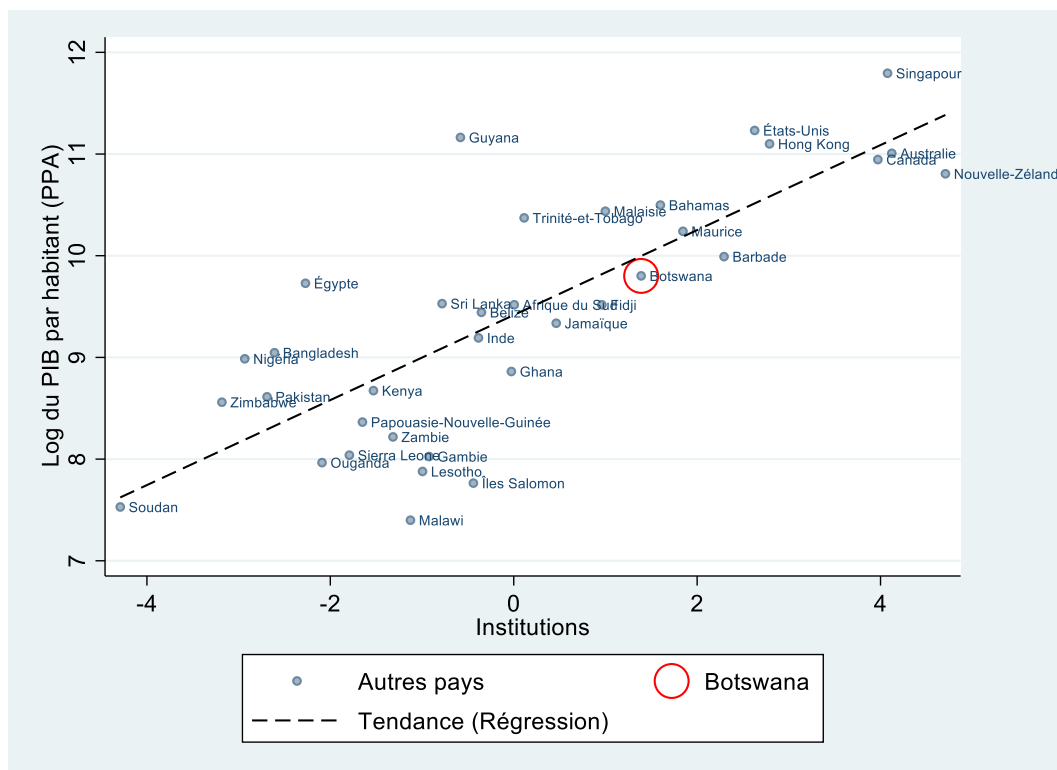
l'héritage colonial n'a pas produit le même effet sur tous les pays. Ce qui a donné lieu à des institutions différentes (Engerman et Sokoloff, 1997 ; Acemoglu et al., 2001 ; Hall et Jones, 1999).

Le Botswana se situe à proximité de la droite de régression. Cela signifie que les institutions constituent un élément fondamental de sa croissance économique exceptionnelle depuis l'indépendance. Il surpasse nettement ses pairs africains comme le Zimbabwe, la Zambie, la Sierra Leone ou le Nigeria qui s'affichent avec des revenus et scores institutionnels faibles. Il est placé plus à droite qu'aux économies émergentes comme l'Inde et l'Afrique du Sud.

Aussi, c'est l'un des rares pays africains à avoir migré vers le quadrant supérieur droit, se rapprochant vers certains pays comme la Barbade et l'île Maurice. Cependant, il reste en deçà des pays à revenus élevés comme les USA, Le Singapour, Le Canada, L'Australie et le Hong Kong. La convergence vers ce groupe dépendra en grande partie de sa capacité à augmenter sa qualité institutionnelle et à relever d'autres défis de croissance économique.

Par ailleurs, la question centrale réside dans l'identification des raisons qui ont permis à cette économie de développer des institutions plus performantes que la plupart de ses homologues africains. Nous pouvons soutenir que la robustesse de ses institutions émane de la réunion de quatre facteurs principaux (Acemoglu et al., 2001 ; 2003 ; Robinson, 2009).

**Figure 3 : Institutions et développement économique : comparaison internationale du Botswana (2024)**



Source : Élaborée par les auteurs, données de World Bank (2024a ; 2024b)

Le premier facteur est exprimé par un héritage précolonial favorable, marqué par des institutions traditionnelles Tswana, participatives et relativement inclusives qui ont favorisé l'émergence d'un pouvoir limité et redevable. Dans cette configuration politique, les dirigeants ne disposent pas

d'une autorité absolue, sont tenus de justifier leurs actions devant la population et sont soumis au contrôle de la « Kgotla<sup>4</sup> ».

Le deuxième facteur est la négligence coloniale. En raison du caractère périphérique et peu attrayant<sup>5</sup> du territoire pour l'Empire britannique, l'administration coloniale a peu investi et, n'a pas détruit les institutions précoloniales. Ce manque d'intérêt a permis à ces institutions de survivre jusqu'à l'indépendance, et de constituer une base pour bâtir des institutions inclusives.

Le troisième facteur concerne l'existence d'incitations spécifiques qui ont aligné les intérêts des élites avec l'intérêt général de la société. Au Botswana, les élites étaient principalement les grands propriétaires de bétail. Par conséquent, ils étaient incités à promouvoir des institutions qui protègent leurs droits de propriétés pour garantir la rentabilité de leurs propres investissements et valoriser leurs richesses. Ce qui a suscité une gestion rigoureuse des ressources et un investissement massif dans les biens publics (santé, éducation, infrastructure)<sup>6</sup>.

Le quatrième facteur qui a distingué le Botswana est le leadership clairvoyant et le pragmatisme de ses dirigeants de l'après indépendance comme Seretse Khama et Quett Masire qui ont privilégié l'intérêt national et la rigueur dans la gestion publique, au lieu de l'accumulation des richesses et la centralisation du pouvoir. Ce leadership s'enracine dans la structure des institutions « Tswana », qui ont été intégrées dans les institutions modernes.

Pour prouver que les institutions ont constitué un déterminant fondamental du développement économique du Botswana, Acemoglu et al. (2003) ont comparé la trajectoire de développement économique avec celle d'autres pays de l'Afrique subsaharienne comme la Somalie, le Lesotho, le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Bien que la Somalie jouisse d'une culture, d'une religion et d'une langue communes et a bénéficié d'une présence limitée de la colonisation britannique, sa trajectoire de développement économique était différente de celle du Botswana. En Somalie, l'héritage d'institutions extractives et l'absence d'une structure sociale nomade a favorisé les conflits entre les clans et a créé une instabilité politique. Au contraire, le Botswana a modernisé ses institutions traditionnelles, pour intégrer ses divers groupes dans un cadre institutionnel inclusif, qui favorise la stabilité politique plutôt que la prédation des richesses.

S'agissant du Lesotho, il partage avec le Botswana un héritage culturel et des institutions traditionnelles proches. Cependant, leurs trajectoires de développement divergent radicalement en raison de leurs contextes historiques respectifs. Au Botswana, l'impact de la colonisation britannique était marginal, ce qui a permis de préserver les institutions précoloniales. À l'inverse, le Lesotho a été marqué par des conflits territoriaux intenses et une administration coloniale plus déstructurante, ce qui a favorisé une centralisation du pouvoir au profit des élites.

Les exemples de la Somalie et du Lesotho démontrent que l'homogénéité culturelle ne suffit pas pour expliquer les différences de développement économique entre les pays.

---

<sup>4</sup> C'est une institution traditionnelle qui agit comme un forum politique où les hommes de la communauté pourrait discuter librement les décisions publiques. Le chef a un pouvoir limité. S'il privilégie l'autorité plutôt que le consensus, il risque d'être exposé soit à une destitution, soit à la sécession de son clan.

<sup>5</sup> La découverte officielle des gisements de diamant n'a eu lieu qu'après l'indépendance.

<sup>6</sup> Il est à signaler qu'en économie politique, les dirigeants agissent rarement comme des « *planificateurs bienveillants* », leurs intérêts privés divergent souvent de la prospérité économique nationale, en privilégiant leur survie politique.

D'un autre côté, le Botswana et le Ghana avaient toutes les deux des institutions précoloniales fortes et ont été par la suite des colonies britanniques. Toutefois, l'impact de la colonisation au Ghana était beaucoup plus important. Il a détruit les institutions politiques traditionnelles. Après l'indépendance, le parti au pouvoir est entré en conflit avec les autorités traditionnelles. Les élites ghanéennes n'ayant pas d'intérêt économique dans le développement du pays, ont privilégié des politiques de redistribution inefficaces. Ces conditions ont favorisé l'instabilité politique et ont rendu la construction d'un Etat stable et moderne beaucoup plus difficile qu'au Botswana. Le cas ghanéen nous enseigne que lorsque les intérêts des élites ne convergent pas avec l'intérêt du développement du pays, et quand l'effet de la colonisation est colossal, l'établissement d'institutions solides demeure une question délicate.

Concernant la Côte d'Ivoire, le point commun avec le Botswana est l'alignement des intérêts des élites avec ceux de la prospérité économique. Initialement, les élites politiques ont exprimé leurs intérêts économiques dans la promotion des secteurs d'exportation (café, cacao et bétail). Cependant, contrairement au Botswana, où le parti au pouvoir a réussi à construire une large coalition intégrant les chefs traditionnels et les élites, les ivoiriens s'appuyaient sur une base de soutien beaucoup plus restreinte. Par conséquent, par crainte de devenir des « perdants politiques », les élites ivoiriens ont perçu le développement et les transformations sociales comme une menace pour leur maintien au pouvoir. Ainsi, en l'absence de mécanismes limitant le pouvoir exécutif, ils ont privilégié des politiques de redistribution inefficaces, et une capture des ressources publiques pour assurer leur survie politique. Bien que les deux pays partagent une condition initiale commune, leurs trajectoires ont divergé radicalement en raison de différences institutionnelles.

D'autre part, le succès du Botswana invalide encore une fois la thèse géographique. Malgré que le pays est enclavé et majoritairement tropical, et bien qu'il a entamé son indépendance avec des ressources infrastructurelles et humaines extrêmement limitées, il a réalisé des performances économiques exceptionnels en Afrique, en grande partie grâce à ses institutions inclusives.

Robinson (2009) a également abordé la question de l'échec des politiques économiques africaines, en la liant directement à la qualité des institutions. Il a largement expliqué pourquoi la plupart des pays africains n'ont pas réalisé une prospérité économique comme le Botswana malgré leur adoption de politiques économiques orthodoxes. Il a lié l'inefficacité de leurs politiques aux stratégies gouvernementales basées sur le patrimonialisme, ou néopatrimonialisme ou clientélisme. Il a mentionné que la présence des institutions inclusives est une condition nécessaire et préalable pour garantir le succès des politiques économiques. Le Botswana est un exemple d'orthodoxie réussie, en dépit de conditions initiales défavorables.

A cet égard, il critique les auteurs tels que Easterly (2001) ou Sachs (2005), qui affirment que les politiques orthodoxes dictées par les institutions internationales ont voué par l'échec aux pays en développement du fait qu'elles sont inefficaces ou inadaptées, étant donné qu'elles n'ont pas réussi à produire de la croissance dans la majeure partie de ces pays.

L'auteur conteste aussi l'idée de Hausmann et Rodrik (2006) qui stipulent que les pays en développement doivent mener des politiques hétérodoxes comme la subvention de l'industrie. Pour Robinson (2009), promouvoir une politique industrielle sans réformer les institutions risquerait d'encourager la recherche de rente et le clientélisme, reproduisant ainsi les échecs observés par le passé, notamment au Ghana. Il recommande aux pays de focaliser l'attention d'abord sur la réforme des institutions, au lieu de se concentrer sur les politiques et les résultats.

En dépit que les exemples des deux Corées, du Chili et du Botswana corroborent largement le revue théorique et empirique ; entant que cas particuliers ; ils ne suffisent pas pour prouver que les

institutions sont l'élément fondamental de la prospérité économique. Acemoglu et Robinson (2012) soulignent la nécessité d'analyser ces expériences naturelles pour un échantillon de pays plus vaste. En ce qui suit, nous exposons leurs résultats empiriques sur le rôle de la colonisation européenne dans la détermination de la trajectoire de développement économique des pays.

#### **d. La colonisation européenne**

La colonisation européenne débutée au XV<sup>e</sup> siècle et intensifiée après 1492, est analysée comme une expérience naturelle à plus grande échelle, de par son ampleur mondiale.

Acemoglu et Robinson (2012) ont constaté que les sociétés les plus riches des années 1500, comme les empires Moghol, Aztèque et Inca, sont aujourd'hui devenues relativement pauvres. En revanche, les régions qui étaient moins développées à l'époque, telles que l'Amérique du Nord, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, comptent désormais parmi les plus prospères.

Comme il n'y avait pas de base de données en 1500, ils se servent du taux d'urbanisation et de la densité de la population comme variables de mesure pour illustrer leur argument. Etant donné que, seules les sociétés productives pouvaient nourrir de grandes villes et une population nombreuse. Ils ont trouvé que les pays qui avaient les taux d'urbanisation les plus élevés en 1500 sont aujourd'hui les plus pauvres. Aussi, les zones les plus densément peuplées au moment de la colonisation ont les revenus par habitant les plus faibles aujourd'hui.

Ce basculement de richesse s'explique par la nature des institutions imposées par les colonisateurs, qui ont privilégié l'extraction des ressources dans les zones initialement denses et riches, et ont instauré des structures favorables à l'investissement et à la propriété privée dans les zones moins peuplées. Les auteurs appellent ce fait stylisé « un renversement de fortune ».

Pour prouver que ce renversement est le résultat d'une rupture profonde provoquée par l'impact des institutions imposées durant la période coloniale, ils ont mis en évidence deux autres faits stylisés. Ils ont comparé l'urbanisation en l'an 1000 et en l'an 1500. Ils ont soulevé que les régions qui étaient prospères en l'an 1000 l'étaient toujours 500 ans plus tard, traduisant une stabilité de leurs richesses. Le renversement n'est donc pas une règle historique générale, mais un événement spécifique lié à l'intervention européenne. Aussi, ils ont étudié la trajectoire de développement des pays entre 1500 et 1995 ; qui n'ont pas été colonisés par les européens. Ils concluent qu'il n'y a eu aucun renversement de classement dans leurs richesses. Ce qui renforce l'idée défendue.

Les auteurs précisent que ce renversement ne s'est pas produit directement après la conquête. Mais, il a émergé au moment de la révolution industrielle.

Les colonies initialement riches - comme l'Inde et l'Amérique Latine - ont maintenu leur prospérité jusqu'au tournant des années 1800. À partir de cette date, les pays qui étaient initialement pauvres - tels les Etas Unis, l'Australie et la Nouvelle Zélande- ont commencé à croître beaucoup plus rapidement, marquant le début d'une période de divergence prolongée. Ces pays ont pu saisir les opportunités de l'industrialisation, qui nécessitent de l'innovation et des investissements massifs, parce que les européens ont instauré des institutions de propriété privée. A contrario, dans les autres pays autrefois prospères, l'industrialisation a été bloquée pour deux raisons principales liées à la présence d'institutions extractives. Soit du fait que les élites craignaient de perdre leur pouvoir politique, soit parce que la population n'avait aucune incitation à investir et à innover.

L'examen des faits stylisés permet d'opérer un arbitrage rigoureux entre les différentes approches théoriques. Cette analyse conduit à une réfutation explicite des thèses géographiques, culturelles et d'ignorance. En corolaire, elle met en évidence la supériorité de la thèse institutionnelle, en

considérant la qualité des institutions comme le déterminant fondamental de la prospérité économique. Dans l'ensemble des cas étudiés, nous avons veillé à exclure l'impact institutionnel, et considéré les autres facteurs comme constants. Pour renforcer la dimension analytique, le papier croise les trajectoires des nations qui partagent des conditions initiales communes afin d'isoler la variable déterminante. De même, si le succès économique du Botswana et du Chili est un sujet qui a attiré l'attention de nombreux chercheurs depuis l'émergence de leurs performances économiques spectaculaires, nous avons actualisé et confirmé la validité de la thèse institutionnelle en analysant des données récentes de 2024. Aussi, bien que le document s'appuie sur les cadres théorique et analytique d'Acemoglu, Johnson et Robinson, il en confirme la portée prédictive à travers un prisme contemporain renouvelé, étant donné que les exemples illustrés par les auteurs ont été analysés selon des données historiques moins récentes. Nous démontrons la robustesse continue et la résilience de la thèse institutionnelle face aux dynamiques et aux crises économiques actuelles. Nous pouvons résumer les principaux résultats des faits stylisés dans le tableau 2.

#### 4. Conclusion

L'article présent s'établit comme un cadre de référence pour l'étude des déterminants structurels du développement économique, en articulant une revue de littérature exhaustive et un examen approfondit des faits stylisés.

La finalité centrale de l'étude consiste à valider, à travers l'analyse des faits stylisés la supériorité de l'hypothèse institutionnelle selon laquelle les institutions sont le déterminant principal des divergences de trajectoires économiques entre les nations.

Nous avons trouvé que les hypothèses géographique, culturelle et de l'ignorance sont incompatibles avec les faits historiques et n'avancent guère des explications convaincantes sur les origines des inégalités mondiales. En réalité, c'est le choix des institutions qui détermine fondamentalement la richesse des pays.

Ces résultats conduisent aux conclusions suivantes :

- Les nations qui ont réalisé une prospérité économique ont forgé des institutions inclusives. A contrario, l'échec économique des pays à sortir de la pauvreté revient principalement à la présence d'institutions extractives qui ont paralysé la croissance économique à long terme.
- Les institutions inclusives résultent de la combinaison de plusieurs facteurs, les plus importants sont l'ampleur de l'héritage colonial, la nature des institutions précoloniales et post-coloniales ainsi que les incitations et intérêts des élites.
- Si les déterminants des institutions reposent sur une conjonction singulière d'éléments historiques et politiques difficilement reproductibles, nous pouvons souligner néanmoins que la volonté politique des acteurs dans le changement des institutions reste un levier d'action transférable à d'autres contextes de pays.
- La réussite des politiques économiques est intimement conditionnée par la présence d'institutions inclusives.

Bien que ce papier apporte un éclairage actualisé sur la thèse institutionnelle, il convient d'admettre qu'il privilégie la perspective théorique et analytique. Ainsi, une étude combinant simultanément une analyse des faits stylisés et une validation par une approche économétrique revêtirait certainement une portée scientifique plus robuste et complète. Dans cette optique, une extension empirique future à un échantillon beaucoup plus large et diversifié de pays permettrait de surmonter les limites inhérentes à l'étude de cas spécifiques comme les deux Corées, le Botswana et le Chili.

## 5. Références

- Acemoglu, D. (2025). Institutions, technology and prosperity. *NBER Working Paper 33442*. <http://www.nber.org/papers/w33442>
- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty. Crown Business.
- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2001). The colonial origins of comparative development: An empirical investigation. *The American economic review*, 91(5), 1369-1401. <https://doi.org/10.1257/aer.91.5.1369>
- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2003). An African success story: Botswana. *In search of prosperity: Analytic narratives on economic growth*, 1(1), 80-119. <https://doi.org/10.1515/9781400845897-006>
- Afonso, Ó., Almeida, I., & Fortuna, N. (2021). Impact of institutions on economic growth across OECD countries. *Prague Economic Papers*, 30(6), 654-674. <https://doi.org/10.18267/j.pep.789>
- Almeida, S. J. d., Esperidião, F., & Moura, F. R. d. (2024). Institutional quality, economic growth and structural transformation in African countries. *Journal of African Trade*, 11(1), 32-51. <https://doi.org/10.1016/j.inteco.2024.100480>.
- Corbo, V., Hernández, L., & Parro, F. (2005). Institutions, economic policies and growth: Lessons from the Chilean experience. *Banco Central de Chile*, 317(1), 1-45. <http://www.bcentral.cl/eng/stdpub/studies/workingpaper>
- Diamond, J. (1997). Guns, germs, and steel: The fates of human societies. W. W. Norton & Co.
- Easterly, W. R. (2001). *The Elusive Quest for Growth*. MIT Press.
- Easterly, W., & Levine, R. (2003). Tropics, germs, and crops: how endowments influence economic development. *Journal of monetary economics*, 50(1), 3-39. [https://doi.org/10.1016/S0304-3932\(02\)00200-3](https://doi.org/10.1016/S0304-3932(02)00200-3)
- El Aoufi, N. (2012). Islam, institutions et développement. *Revue Tiers Monde*, 212(4), 101-119. <https://doi.org/10.3917/rtm.212.0101>
- Ellington, L., & Ferrarini, T. H. (2017). Why do some nations prosper? The case of North and South Korea. *Foreign Policy Research Institute*, 1(1), 1-15. <https://www.fpri.org/article/2017/04/nations-prosper-case-north-south-korea/>
- Emmanuel, N. (2017). Dimensions politiques et institutionnelles de l'économie politique en Afrique à l'ère de la mondialisation. *Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique*, 27(1), 1-64.
- Engerman, S. L., & Sokoloff, K. L. (1997). Factor endowments, institutions, and differential paths of growth among New World economies. In: *How Latin America Fell Behind: Essays on the Economic Histories of Brazil and Mexico, 1800–1914*, 260-304.
- Espinosa-Vega, M. A., & Phillips, S. T. (2004). The role of institutions in Chile. In: *Chile: Institutions and Policies Underpinning Stability and Growth*, 15-40. <https://doi.org/10.5089/9781589063259.084>
- Fernandez, R. (2012). La voie chilienne. *Études*, 417(10), 295-305. <http://dx.doi.org/10.3917/etu.4174.0295>
- Hall, R. E., & Jones, C. I. (1999). Why do some countries produce so much more output per worker than others ? *The quarterly journal of economics* 114, 83-116. <https://doi.org/10.1162/003355399555954>
- Hausmann, R., & Rodrik, D. (2006). Doomed to choose: industrial policy as predicament. *John F. Kennedy School of Government* 2, 1-35.

- Ibn Khaldûn, A. (1968). *Al-Muqaddima* (Discours sur l'histoire universelle), Tome 1. Sindbad.
- Kalkschmied, K. (2023). Rebundling institutions: How property rights and contracting institutions combine for growth. *Journal of Comparative Economics*, 51(2), 477-500. <https://doi.org/10.1016/j.jce.2023.02.001>
- Kouadio, H. K., & Gakpa, L.-L. (2022). Do economic growth and institutional quality reduce poverty and inequality in West Africa?. *Journal of Policy Modeling*, 44(1), 41-63. <https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2021.09.010>
- Maddison, A. (2003). The world economy: Historical statistics. *Centre de développement de l'OCDE*, 1(1), 1-200. <http://dx.doi.org/10.1787/456125276116>
- Mbabazi, P., & Taylor, I. (2005). The potentiality of 'developmental states' in Africa: Botswana and Uganda compared. In: *The Developmental State in Africa: Problems and Prospects*, 1-16.
- Mini, L., Moyo, C., & Phiri, A. (2025). Governance, institutional quality and economic complexity in selected African countries. *International Journal of Economic Policy Studies*, 19(1), 159-181. <https://doi.org/10.1007/s42495-024-00145-z>
- Montesquieu, C.-L. de S. (1748). *De l'esprit des lois*. Barrillot & Fils.
- North, D. C. (1994). Economic performance through time. *The American economic review*, 84(3), 359-368. <https://www.jstor.org/stable/2118057>
- Robinson, J. A. (2009). Botswana as a role model for country success. *UNU-WIDER Working Paper*, 2009(40), 1-22. <https://hdl.handle.net/10419/45082>
- Rodrik, D., Subramanian, A., & Trebbi, F. (2002). Institutions rule: the primacy of institutions over integration and geography in economic development. *IMF Working Paper* 02/189, 1-43.
- Sachs, J. D. (2005). *The end of poverty: Economic possibilities for our time*. Penguin Books.
- Seidler, V. (2010). Why did Botswana end up with good institutions: The role of culture and colonial rule. *SSRN Electronic Journal*, 10(3051011), 1-42. <https://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3051011>
- Weber, M. (1905). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Flammarion.
- World Bank (2024a). *Worldwide Governance Indicators*. DataBank. <https://databank.worldbank.org/source/worldwide-governance-indicators>
- World Bank (2024b). *GDP per capita, PPP (constant 2021 international \$)*. World Development Indicators. <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>

## 6. Annexes

**Tableau 1 : Synthèse et comparaison des thèses majeures explicatives des inégalités mondiales**

Thèse	Auteurs de référence	Déterminant principal du développement économique	Limite / supériorité théorique
Institutionnelle	Ibn Khaldûn, ancienne économie institutionnelle, nouvelle économie institutionnelle (North, Acemoglu, Johnson et Robinson).	Les institutions (choix politiques).	Supériorité théorique : Les institutions inclusives sont le déterminant principal de la prospérité économique des nations. Le changement institutionnel est lent, difficile, mais possible. Il nécessite une grande volonté politique.
Géographique	Diamond, Sachs, Montesquieu.	La géographie (climat, ressources naturelles, morbidité).	Il n'existe aucune relation durable entre la géographie et les performances économiques. Les maladies ne sont pas la cause de la pauvreté, mais plutôt une conséquence de systèmes sanitaires défaillants, dus à de mauvais choix politiques. <u>Preuve</u> : Au lendemain de la révolution industrielle, l'Amérique du Nord a surpassé l'Amérique du Sud en matière de prospérité économique, bien que cette dernière ait bénéficié d'un avantage géographique initial.
Culturelle	Weber.	La culture (religion, croyance, système de valeurs).	Les facteurs culturels ne peuvent expliquer fondamentalement les inégalités mondiales. <u>Preuve</u> : Beaucoup de pays ont réalisé une prospérité économique sans changer leur culture (France, Singapour, Corée du Sud, Japon, Taiwan, etc).
Ignorance	Robbins.	Ignorance des mécanismes de croissance économique par les élites.	Les mauvaises performances économiques émanent de politiques défaillantes, qui sont souvent le résultat de choix délibérés pour maintenir le pouvoir politique, et ne peuvent être expliquées par l'ignorance des élites.

**Tableau 2 : Résumé des résultats des faits stylisés**

Cas d'étude	Conditions initiales	Thèses réfutées	Déterminant principal de la prospérité économique	Résultats
<b>Deux Corées</b>	Homogénéité géographique et culturelle : jusqu'à 1945, les deux Corées formaient un seul État	Géographie Culture	Les institutions (choix institutionnels différents) - Avant et après 1945 : la Corée du Nord est restée ancrée dans un système communiste rigide. - Après 1945 : La Corée du Sud a opté pour un modèle économique inclusif.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Divergence des trajectoires de développement économique à partir de 1974.</li> <li>• Corée du Nord : parmi les pays les plus pauvres du monde.</li> <li>• Corée du Sud : Membre de l'OCDE (en 2000), pays développé.</li> </ul>
<b>Chili</b>	- Pays situé en zone tempérée. - Faible proportion des populations autochtones - Société ibérique - Pauvreté structurelle	- Géographie (Chili versus Pérou/Bolivie) - Culture (Chili versus Pérou/Bolivie) - Ignorance (Chili versus Argentine)	Les institutions (négligence de la colonisation, centralisation politique efficace, réalisation de progrès significatifs vers un pluralisme naissant)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En deux décennies, le Chili est devenu l'économie la plus stable et la moins risquée de l'Amérique Latine.</li> <li>• Membre de l'OCDE depuis 2010.</li> </ul>
<b>Botswana</b>	- En 1966, le pays était très pauvre ; enclavé, majoritairement tropical et aride ; infrastructure quasi-inexistante, déficit flagrant en capital humain.	Géographie (enclavé, majoritairement tropical et aride) Culture (Botswana versus Somalie/ Lesotho)	Les institutions (héritage précolonial favorable, négligence coloniale, alignement des intérêts des élites avec l'intérêt général de la société, leadership clairvoyant et pragmatisme des dirigeants).	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Succès des politiques économiques orthodoxes.</li> <li>• Gestion efficace des ressources.</li> <li>• 1966-1999 : croissance la plus rapide au monde (taux annuel moyen = 10.7%).</li> <li>• 2004 : pays à revenu intermédiaire tranche supérieure.</li> </ul>
<b>L'expérience coloniale</b>	En 1500 : zones riches et denses (pays prospères) ; zones moins développées et peu peuplées (pays pauvres)	Géographie, culture et ignorance (renversement de fortune lors de la révolution industrielle)	Les institutions (effet de la colonisation)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Instauration de la colonisation européenne d'institutions inclusives : saisie des opportunités de l'industrialisation. Conséquence : prospérité économique.</li> <li>• Mise en place de la colonisation européenne d'institutions extractives : blocage de l'industrialisation. Conséquence : pauvreté.</li> </ul>